

ARRÊTÉ N° 2021-DD28-OSMS-TS-0017
portant modification de l'agrément n° 109 délivré à la
société de transport sanitaire « Ambulance Phénix »
70 rue de Rechèvres 28000 CHARTRES
en ce qui concerne l'ouverture d'une implantation secondaire

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

VU le code de la Santé publique et notamment les articles L6311-1 et suivants, R6311-1, R6312-6 et R6313-7 ;

VU le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur Laurent HABERT en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU la décision N° 2020-DG-DS28-0003 du 1^{er} décembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Denis GELEZ, délégué départemental de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire pour le département d'Eure-et-Loir ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 26 janvier 2006 modifié relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2003 fixant les périodes de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2000 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987 cité ci-dessous ;

VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 1988 modifiant l'arrêté du 21 septembre 1987 cité ci-dessous ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 692 du 3 mai 1996 fixant la liste des entreprises de transports sanitaires ayant bénéficié pour leurs véhicules d'autorisations de mise en service (AMS) de plein droit ;

VU l'agrément n° 109 délivré à la société de transport sanitaire « Ambulance Phénix » à compter du 4 juin 2018 ;

CONSIDERANT que Madame Carole VERGER, gérante de la société de transport sanitaire « Vital 28 », a informé l'ARS de sa cessation d'activité au 18 novembre 2020 et a demandé le transfert de ses véhicules et des AMS qui y sont liées au profit de Monsieur Carlos EIRAS, gérant de la société de transport sanitaire « Ambulance Phénix » qui s'engage à exploiter les véhicules sur le secteur de Dreux ;

CONSIDERANT le dossier de demande d'implantation secondaire sur le secteur de Dreux et de transfert des véhicules de la société « Vital 28 » à son profit ;

CONSIDERANT les difficultés rencontrées par Monsieur EIRAS à trouver un local aux normes sur le secteur de Dreux ; que le siège social de la société « Ambulance Phénix » se situe sur le secteur de Dreux (26 rue Michel Sicot 28500 Sainte-Gemme-Moronval) et que Monsieur EIRAS s'engage à y stationner provisoirement ses véhicules ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La société « Ambulance Phénix » est autorisée à exploiter, à compter du 15 septembre 2021 :

Sur le secteur de Chartres/Gallardon :

- trois (3) ambulances de catégorie A type B
- une (1) ambulance de catégorie C type A
- cinq (5) véhicules sanitaires légers (VSL)

Sur le secteur de Dreux :

- une (1) ambulance de catégorie A type B
- une (1) ambulance de catégorie C type A
- quatre (4) véhicules sanitaires légers (VSL)

dont l'immatriculation est précisée sur l'attestation relative aux véhicules jointe en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : M. EIRAS s'engage à s'implanter sur le secteur de Dreux avant la fin de l'année civile.

ARTICLE 3 : Les autorisations de mise en service de véhicules sanitaires étant délivrées dans un département dans le cadre d'une offre contingentée au niveau départemental, elles ne peuvent être utilisées pour la satisfaction majoritaire des besoins d'autres départements.

ARTICLE 4 : Tout transport sanitaire doit être assuré dans le respect des règles énoncées par le code de la santé publique.

ARTICLE 5 : L'entreprise titulaire de l'agrément est tenue de participer au tour de garde départemental et de se conformer aux dispositions du cahier des charges départemental en vigueur en la matière.

ARTICLE 6 : L'exploitant est tenu de soumettre annuellement les véhicules à un organisme agréé par le ministère des transports en charge du contrôle technique, de répondre à un contrôle convenu ou inopiné de l'Agence régionale de Santé Centre-Val de Loire et, de veiller à la propreté et à la désinfection des matériels et équipements de la cellule sanitaire, notamment après le transport d'un malade contagieux. (Conformément à l'annexe 5-III de l'arrêté du 12 décembre 2017)

ARTICLE 7 : L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Agence régionale de Santé Centre-Val de Loire toute modification apportée aux éléments constitutifs du dossier d'agrément, notamment, toute mise en service de véhicule nouveau, toute mise hors service ou cession à terme ou définitive de véhicule, les modifications concernant les personnels (embauche, cessation d'emploi, diplômes obtenus, contrats de travail ...)

ARTICLE 8 : Le non-respect, par la société de transports sanitaires, d'une ou plusieurs des dispositions précédemment énoncées sera sanctionné conformément aux dispositions des articles R6312-5 et R6314-2 à R6314-5 du code de la santé publique.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de réception :

- soit d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire – Cité Coligny – 131, rue du faubourg Bannier – BP 74409 – 45044 ORLEANS CEDEX 1 ;
- soit d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le Tribunal Administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX 1.

ARTICLE 10 : Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et le directeur départemental d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée à :

- Madame la directrice du SAMU d'Eure-et-Loir
- Monsieur le président de l'ATSU 28
- Monsieur le président du Tribunal de Commerce de Chartres (Greffe)
- Monsieur le directeur de la CPAM d'Eure-et-Loir
- Monsieur le directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole d'Eure-et-Loir
- Monsieur EIRAS Carlos, gérant de la société « Ambulance Phénix »

Fait à Chartres, le **14 SEP. 2021**

Pour Le Directeur général de l'Agence
Régionale de Santé Centre-Val de Loire,
Le Directeur départemental d'Eure-et-Loir,

Denis GÉLEZ

